



DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINTE-DENIS

**TITRE DU MARCHÉ : ACCORD CADRE A BON
DE COMMANDE POUR LA COLLECTE
ET L'EVACUATION DES DECHETS
SUITE EVENEMENTS IMPREVISIBLES
SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR**

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)
Appel d'offres

Maître de l'ouvrage : Communauté Intercommunale du **NO**rd de la Réunion
3, rue de la Solidarité – CS 61025 - 97 495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)

ATTENTION : A compter du 1^{er} OCTOBRE 2018, Toutes les communications et tous les échanges d'informations (*retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres.....*) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

Date limite de réception des offres : **13 NOVEMBRE 2024 à 12 heures locales**

ARTICLE 1 - OBJET

La présente consultation concerne la Collecte et l'évacuation des déchets verts et des encombrants face à des circonstances imprévisibles et extérieures (en période post-cyclonique ou lors d'un événement climatique important ou crise sanitaire...).

S'agissant d'un 1^{er} marché, il n'y a pas d'obligation de reprise du personnel en application d'une convention collective.

ARTICLE 2 - CONDITIONS

2.1 - Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres (**articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique**).

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

Ce marché est décomposé en deux (2) lots :

- **Lot N°01 : Collecte et évacuation des déchets générés par des événements exceptionnels sur la commune de Saint Denis**
- **Lot N°02 : Collecte et évacuation des déchets générés par des événements exceptionnels sur les communes Sainte Marie et Sainte Suzanne**

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

2.4 – Durée ou délai d'exécution

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et article 4 de l'acte d'engagement.

2.5 - Sous-traitance : *Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique : ATTENTION, LA SOUS-TRAITANCE EST INTERDITE POUR DE LA FOURNITURE, SAUF SI LE MARCHE COMPORTE DES PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX DE POSE OU D'INSTALLATION*

2.6 – Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

- 1) Le formulaire DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration capacités) et DC4 (déclaration éventuelle de sous-traitance)
- 2) Le présent règlement de consultation ;
- 3) L'acte d'engagement (si le marché est alloté : un acte d'engagement par lot est remis) ;
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 5) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 6) Le Bordereau des prix unitaires (BPU) de chaque lot ;
- 7) Le Détail quantitatif estimatif (DQE) de chaque lot ;
- 8) Le cadre du mémoire argumentaire pour chaque lot ;
- 9) Le cadre du mémoire environnemental pour chaque lot.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces sont énumérées au **3-1 ci-dessous**), ainsi que les pièces relatives à l'offre (les pièces sont énumérées au **3-2 ci-après**).

3.1 LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENDRA LES PIÈCES SUIVANTES :

Pièces de candidature réclamées :

A) Lettre de candidature (**formulaire DC1**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (**ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique**), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent

III.1.2) Capacité économique et financière

C) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

D) Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années,

E) Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

F) présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G) Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

NB : Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

NB : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

Nb : l'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique** :

IMPORTANT

1/ Conformément à **l'article 2143-4 du code de la commande publique**, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession** ...) à condition :

- **Soit** que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- **Ou Soit** que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

3.2 LE DOSSIER RELATIF A L'OFFRE DU CANDIDAT CONTIENDRA :

- a) L'acte d'engagement complété (Si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.
- b) Le Bordereau des prix unitaires, **complété** par le candidat pour chaque lot,
- c) Le Détail quantitatif, **complété** par le candidat pour chaque lot,
- d) Le mémoire argumentaire du candidat, **fourni par le candidat**, permettant d'apprécier la valeur technique de l'offre faisant état des éléments mentionnés à l'article 4 du présent Règlement. Y compris un dossier justifiant que le candidat disposera effectivement pour l'exécution du marché des « matériels roulants requis » : une liste de matériels

- e) Le mémoire environnemental du candidat, **fourni par le candidat**, étayée par des fiches techniques, et permettant d'apprécier la « *Performance environnementale* » de son offre pour chaque lot.
- f) Un dossier justificatif justifiant que le candidat disposera effectivement pour l'exécution du marché des « matériels roulants requis pour accomplir la prestation » :

A titre de précisions complémentaires :

- Si le matériel roulant est déjà à disposition du candidat : toute justification probante telle que par exemple fiches techniques et cartes grises...
- Si le matériel roulant n'est pas à disposition du candidat : attestation de mise à disposition du propriétaire du véhicule ou autres fournisseurs et toute justification probante telle que fiches techniques et cartes grises...

Attention : Un dossier justificatif non probant (qui n'apporte pas la preuve que le candidat disposera bien pour l'exécution du marché du matériel roulant requis) entraînera l'élimination de l'offre, après le cas échéant de demande de régularisation.

Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

NB 1 : Si un mémoire technique est réclamé ci-avant, le mémoire est contractuel dans son ensemble

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES

La commission d'appel d'offres choisit librement, pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse, selon les critères suivants, classés par ordre décroissant d'importance :

1/ **Valeur technique de l'offre (30%)**, analysée à partir du mémoire argumentaire obligatoirement fourni par le candidat :

La valeur technique NT fera l'objet d'une notation sur 20, calculée de la manière suivante :

Éléments de l'offre technique	Note mini	Note maxi
<p><u>L'ORGANISATION DES MOYENS HUMAINS AFFECTES AU MARCHE (sur 6 points) :</u></p> <p>L'organisation des moyens humains dédiés à l'exécution des prestations : une précision sur les contrôleurs de prestations et un organigramme fonctionnel sont notamment attendus.</p>	0	6
<p><u>L'ORGANISATION DES MOYENS MATERIELS AFFECTES AU MARCHE (sur 8 points) :</u></p> <p>Précisez l'organisation des moyens matériels spécifiquement affectés pour effectuer les prestations, en fournissant les caractéristiques des différents moyens de transport et de chargement ainsi que le listing avec immatriculations des véhicules, y compris pour les moyens matériels pour les voies étroites ;</p>	0	8

MODALITES D'ORGANISATION POUR ASSURER LA BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS (sur 6 points) :		
Procédure mise en œuvre pour la collecte des fines (2 points)	0	6
Gestion des bons de commande (1 point), planification des collectes (0,5 point), reporting quotidien (0,5 point)		
Procédure pour assurer la sécurité lors de la collecte et des vidages aux exutoires (2 points)		

Si l'un des sous-critères de la valeur technique n'est pas renseigné, dans le mémoire argumentaire fourni par le candidat, le candidat aura alors 0 pour ce sous-critère.

Si l'ensemble des sous-critères ne sont pas renseignés dans le mémoire argumentaire fourni par le candidat, alors l'offre du candidat, dans son ensemble, sera éliminée.

2/ **Les prix des prestations (55 %)** analysés à partir du montant total indiqué au DQE :

Il est demandé aux soumissionnaires de compléter le D.Q.E, document non contractuel. Ce document est utilisé afin de procéder à l'analyse des prix. Les prix unitaires indiqués à ce DQE doivent correspondre aux prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Sur cette base, les prix des prestations, feront l'objet d'une notation sur 20, calculée de la manière suivante :

$$\text{Note Prix : NP} = \frac{(20 * \text{Md})}{\text{P}}$$

P : Prix total de l'offre

Md : Prix total de l'offre la moins disante

ATTENTION : Toute offre supérieure au montant maximum du lot considéré sera rejetée

3/ **Performance environnementale (15 %)** fera l'objet d'une notation sur 20 (NE)

Le candidat devra indiquer dans le mémoire environnemental le classement de la flotte de véhicules proposée par le candidat en fonction de la norme EURO (ou équivalent) : **les matériels roulants concernés par ce sous critère sont ceux qui sont affectés à TITRE PRINCIPAL, pour l'exécution du marché, spécifiquement à la collecte.**

Le candidat devra fournir un tableau, listant de manière exhaustive l'ensemble des véhicules de collecte affectés à titre principal à l'exécution du marché, en indiquant pour chaque véhicule de collecte (désigné par l'immatriculation ou autre justificatif), **sa date de mise en circulation, et la norme EURO correspondante (ou équivalent).**

Un document d'information sur les Normes EURO, émanant du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (Direction générale des Infrastructures, des Transport et de la Mer), est joint en annexe au règlement de consultation (RC).

- **ATTENTION :** Il est bien précisé que pour chaque norme EURO, les solutions équivalentes (c'est-à-dire un classement équivalent à la norme EURO correspondante) pourront être acceptées. En cas d'équivalence proposée par un candidat à une Norme EURO, le candidat est tenu de prouver dans son offre, par tout moyen approprié, que la solution proposée respecte de manière équivalente la norme européenne correspondante

La notation, pour chaque véhicule, se fera selon le barème ci-dessous :

Dispositif limitant les rejets atmosphériques (pour la période définitive)	Note par véhicule
Dispositif du véhicule Inférieur à la Norme EURO 5 (ou équivalent)	0 point
Dispositif du véhicule respectant à <i>minima</i> la Norme EURO 5 (ou équivalent)	15 points
Dispositif du véhicule respectant à <i>minima</i> la Norme EURO 6 (ou équivalent)	20 points

Ainsi, on obtient une liste, à produire par le candidat, des véhicules de collecte affectés d'une somme de points.

Le tableau fournit par le candidat devra faire apparaître :

- Indication des types de matériels roulants affectés à la collecte, et pour lesquels la norme EURO (ou équivalent) s'applique
- Indication de la date de mise en circulation du véhicule
- Durée d'affectation au marché (à exprimer en MOIS)
- Indication de la norme EURO (ou équivalent) du véhicule

CRITERE NORME EURO (ou équivalent)

VEHICULE /TYPE (AFFECTE A LA PRESTATION DE COLLECTE)	Date de mise en circulation	Norme EURO	POINTS

TOTAL : S1

Formule de notation :

$$\text{Note sous-critère 1 (NSC 1)} = \frac{S1}{Nv}$$

S1 : somme des points de l'offre analysée

Nv : nombre total (*) de véhicules affectés à titre principal à la Collecte

NB : Les véhicules de relais ou de secours ne sont pas pris en compte dans la notation, car considérés comme non affectés à titre principal à la prestation de collecte.

La note NE se verra ensuite appliquer un coefficient de pondération de 15 % dans la note globale NG.

Ce critère d'attribution est instauré afin de lutter contre la pollution de l'air due aux transports et protéger ainsi l'environnement.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle dont la note globale est la plus élevée :

$$\text{Note Globale : } \mathbf{NG = (0,30 \times NT) + (0,55 \times NP) + (0,15 \times NE)}$$

NB 1 : Pour le marché (ou chaque lot si le marché est alloti) et dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale) est un critère de jugement des offres, un sous critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En, cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivaldra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB 2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix)

NB 3 : Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés dans le présent document, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée 1^{ère} et déclarée attributaire.

NB 4 REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE :

Si les prestations sont à prix forfaitaire, la disposition suivante s'applique : Le **montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, **les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront**. Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, **les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière** : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement), le pouvoir adjudicateur pourra demandé au(x) candidat(s) concerné(s) **de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles**, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, La seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 du présent règlement **au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des charges**. Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : **Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises uniquement par voie électronique** :

- sur le site www.cinor.org, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),

- **ou sur le lien direct** : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question)

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : **Aide**

Important : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation

Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

IMPORTANT : Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, **à titre de copie de sauvegarde**, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du **décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022**

IMPORTANT : CONCERNANT LA SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)

Afin de simplifier le dépôt des offres, le code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée.

Le candidat peut signer l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. En tout état de cause, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :
1° L'identité du signataire ;

2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne)

3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 (Les formats de signature sont XAdES, CAAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015).

4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (ATTENTION AU DELAI DE VALIDITE du certificat délivré habituellement pour une année)

5° L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier (une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre)

En tout état de cause, l'absence, de remise de l'offre signée électroniquement (ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique), dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **13 jours** avant la date limite de remise des offres une demande par voie électronique sur le site internet : <https://marches.cinor.fr>, et ce en suivant les instructions ci-après :

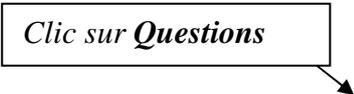
1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « accéder à la consultation »

2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**

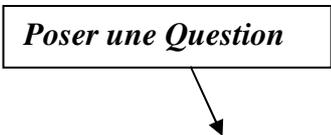
3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**

4/ **Envoyer**

Clic sur **Questions**



Poser une Question



dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés à l'**articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique**.

- le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (ATTENTION : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat...)

- En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également)

- En cas de prestations soumises à autorisation (ou habilitation préfectorale ou équivalent) : fournir la preuve de l'agrément habilitant l'attributaire, et notamment :

- 1) Récépissé de la déclaration pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchet (en application des dispositions des articles en application des dispositions des articles R 541-49 à R 541-61 du code de l'environnement).

Ces autorisations et agréments précités seront à fournir par l'attributaire des lots 1, 2 avant la signature du marché.